Le retour de la Turquie en Méditerranée : la « profondeur stratégique » turque en Méditerranée pré- et post-printemps arabe

Jana Jabbour

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7671>

DOI : 10.4000/cdlm.7671

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2014

Pagination : 45-56

ISBN : 978-2-914-561-70-9

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Jana Jabbour, « Le retour de la Turquie en Méditerranée : la « profondeur stratégique » turque en Méditerranée pré- et post-printemps arabe », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 89 | 2014, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7671> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.7671>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Le retour de la Turquie en Méditerranée : la « profondeur stratégique » turque en Méditerranée pré- et post-printemps arabe

Jana Jabbour

- 1 « La mer Méditerranée est notre mer : elle l'a toujours été, elle le sera toujours. Cette région est notre fenêtre sur le monde ». C'est par ces mots qu'un proche conseiller du ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, décrit l'importance stratégique de la Méditerranée aux yeux des hommes politiques turcs¹. Cette déclaration, prononcée par un diplomate, dévoile la grille de lecture turque de l'espace méditerranéen. En particulier, elle laisse transparaître deux éléments clés qui constituent la vision contemporaine turque de la Méditerranée. D'une part, les dirigeants turcs actuels semblent vouloir se réapproprier l'espace méditerranéen à travers l'invocation du passé et de la domination ottomane sur cette région : cette mer apparaît ainsi comme le *mare nostrum* des Turcs du fait du poids de l'histoire. D'autre part, ces dirigeants développent une conception fonctionnelle et instrumentale de la Méditerranée, une mer qui est essentiellement conçue comme « la fenêtre de la Turquie sur le monde » et comme une interface avec l'Occident.
- 2 Or, force est de constater que si aujourd'hui la Méditerranée est bien présente dans les cercles de réflexion turcs, ce n'est qu'après des décennies d'occultation de l'imaginaire géopolitique turc. En effet, même si la Turquie est géographiquement riveraine de la Méditerranée (le pays possédant plus de 4 000 km de côtes méditerranéennes) et historiquement liée à cet espace, le concept de Méditerranée a souvent été absent de la conscience historique, géographique, culturelle et politique turque. Plus encore, pendant longtemps, la Méditerranée n'a pas été considérée par les Turcs comme un élément valorisant de leur histoire, ce qui expliquerait l'occultation de cet espace de la

plupart des travaux historiographiques². Comment alors expliquer cette nouvelle approche turque de la Méditerranée telle qu'explicitée par la déclaration du diplomate turc ? Quels sont les ressorts du nouvel engagement turc en Méditerranée ? En quoi les révolutions arabes et les nouvelles configurations régionales en Méditerranée orientale ont-elles affecté le rôle de la Turquie dans la « mer blanche » (*Akdeniz*) ?

- 3 Cet article se propose d'apporter des éléments de réponse à ces questions. Dans un premier temps, nous examinerons l'évolution de la perception turque de la Méditerranée, notamment avant et après l'accession au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP). Dans un deuxième temps, nous analyserons les stratégies et moyens par lesquels la Turquie contemporaine, sous le règne de l'AKP, se déploie en Méditerranée. Dans un troisième et dernier temps, nous établirons un bilan de l'engagement récent de la Turquie dans l'espace méditerranéen et nous étudierons l'impact des révolutions arabes sur la présence, l'influence, et le rôle de la Turquie dans cette zone.

L'évolution de la perception turque de la Méditerranée : de l'expansion au malaise, à l'engagement calculé

La conception méditerranéenne de la Turquie jusqu'au début du XXI^e siècle

- 4 La représentation de la Méditerranée n'a jamais été statique et fixe dans l'imaginaire collectif turc ; il s'agit, plutôt, d'une représentation en mouvement, en perpétuelle évolution, dépendante des circonstances historiques³. Ainsi, selon les époques, l'*Akdeniz* a été associée, dans l'inconscient collectif turc, aux images contradictoires de la victoire et de la défaite, de la stabilité et de l'instabilité, de la paix et de la confrontation.
- 5 Depuis l'extension de l'Empire ottoman sur les rives de la mer Égée au XI^e siècle et jusqu'à l'époque des Tanzimat au XIX^e siècle, le bassin méditerranéen était perçu comme un espace naturel d'expansion et de conquête. Dans l'esprit des sultans, l'*Akdeniz* était un « lac ottoman ». La Sublime Porte a, en effet, constamment intégré cette mer dans sa stratégie d'expansion, a accordé une attention spéciale aux guerres maritimes, et a mis l'accent sur la construction d'une marine et d'une flotte puissantes, capables de maîtriser et de dominer l'espace méditerranéen. Au XVI^e siècle, en conquérant la Syrie (1516), l'Algérie (1516), l'Égypte (1517), Rhodes (1522) et Chypre (1571), et en imposant ainsi sa domination sur la Méditerranée méridionale et orientale, l'Empire ottoman règne en « maître des lieux » sur *mare nostrum* et ce jusqu'à l'expédition d'Égypte de Bonaparte en 1798⁴. L'espace méditerranéen a ainsi été fortement marqué par la présence turque. Comme l'explique Fernand Braudel dans son ouvrage *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, cette mer se voit structurée à partir du XV^e siècle autour de la *Pax Turcica* et de la *Pax Ottomana* : en respectant relativement les cultures et traditions locales, l'Empire fait du bassin méditerranéen un espace de vivre ensemble, de coexistence, et de métissage – un héritage qui continue à prévaloir encore aujourd'hui chez les États riverains.
- 6 Toutefois, à partir du XVIII^e siècle et plus encore au XX^e siècle, le rapport des Turcs à la Méditerranée change radicalement, cette dernière devenant synonyme de défaite et renvoyant une image négative. En effet, « homme malade de l'Europe », l'Empire

accumule les défaites militaires à partir du XVIII^e siècle et perd de nombreuses provinces méditerranéennes, notamment la Grèce en 1821, Chypre en 1878, l'Égypte en 1882, la Libye en 1911, et Rhodes en 1918. L'Empire est alors contraint de se replier sur son espace continental et de se « dé méditerranéiser »⁵. Ce déclin de la présence turque en Méditerranée s'accélère après la première guerre mondiale. Sanctionné pour sa défaite face aux puissances de l'Alliance, l'Empire est privé – suite au traité de Sèvres de 1920 – de son rivage méditerranéen. Ce n'est qu'après la guerre d'indépendance menée par Mustafa Kamal et la signature du traité de Lausanne en 1923 que la Turquie retrouve un accès à la Méditerranée, grâce à la récupération de la Thrace orientale. Ainsi, à partir du XX^e siècle, c'est l'image de la défaite qui domine la perception méditerranéenne des Turcs. La Méditerranée renvoie alors dans leur inconscient collectif à l'échec, à la faiblesse et à la capitulation ; elle rappelle le traumatisme du démembrement de l'Empire et les plaies historiques non refermées. Il s'agit donc d'un espace à éviter.

- 7 Tout au long du XX^e siècle, la Méditerranée est perçue comme un espace instable de confrontation et de menace. La dispute territoriale avec la Syrie autour de la province du Hatay/Alexandrette et le contentieux avec la Grèce sur la question chypriote polarisent l'inquiétude des Turcs et les poussent à conceptualiser la Méditerranée essentiellement à travers le prisme de la conflictualité. Ainsi, selon des diplomates turcs interviewés, la réflexion méditerranéenne de la Turquie tout au long du XX^e siècle se résumait « à voir en cet espace un lieu de rivalité militaire et de confrontation »⁶. D'ailleurs, les contentieux territoriaux avec la Syrie et la Grèce structuraient tant la pensée stratégique des élites politiques et militaires et concentraient leur attention, que l'Afrique méditerranéenne et le Moyen-Orient restaient *terra incognita*. Aucune réflexion stratégique et aucune politique n'ont en effet été formulées en direction de ces deux espaces⁷.
- 8 Par ailleurs, avec l'arrivée au pouvoir d'Atatürk, se développe dans l'imaginaire des Turcs une conception très essentialiste et culturaliste de la Méditerranée. En effet, dans ses efforts de modernisation par le haut et d'homogénéisation de la société à l'image de l'Occident, le « père de la nation », avec l'appui de l'élite politico-militaire, diffusa et fit prévaloir une représentation très négative de la Méditerranée orientale. Les rives est et sud de la Méditerranée étaient alors perçues comme un espace de stagnation économique et d'arriération culturelle. C'est cette perception culturaliste négative et cette image réductrice du monde arabe méditerranéen qui prévaut jusqu'au début du XXI^e siècle dans l'imaginaire des Turcs.
- 9 Quant à la politique extérieure turque, tout au long du XX^e siècle, elle fut conçue comme naturellement arrimée à l'alliance atlantique et prisonnière des exigences stratégiques qu'imposait la guerre froide. Se contentant de jouer le rôle de barrière contre l'expansionnisme soviétique, notamment vers la Méditerranée, la Turquie n'avait pas élaboré une politique étrangère indépendante et sophistiquée et n'avait pas formulé sa propre politique en direction du bassin méditerranéen.
- 10 Ainsi, étant successivement perçue comme un espace d'expansion, de défaite, de confrontation, de stagnation économique et d'arriération civilisationnelle/culturelle, la Méditerranée a souvent suscité un réflexe d'évitement si ce n'est de rejet dans l'inconscient turc. Toutefois, l'accession au pouvoir d'une nouvelle élite politique en 2002 change la donne : d'un espace à éviter, la Méditerranée devient un espace utile et fonctionnel à investir.

De la logique d'évitement à la logique d'investissement réfléchi : la « prise d'assaut » de l'espace méditerranéen par la puissance émergente turque

- 11 Plutôt que de percevoir la Méditerranée orientale comme un espace de confrontation et de stagnation dont il faut se dissocier, les stratèges du Parti de la justice et du développement voient en la Méditerranée un espace d'opportunités politiques et économiques pour la puissance émergente turque, et un espace qu'il convient d'exploiter.
- 12 La perception stratégique de la Méditerranée sous l'AKP a d'abord été formulée par Ahmet Davutoğlu, l'actuel ministre des Affaires étrangères. En 2001, alors qu'il était encore professeur de relations internationales à l'université de Marmara, Davutoğlu publie un livre intitulé *Profondeur stratégique : la position internationale de la Turquie*⁸ ; ce livre qui n'est disponible qu'en langues turque et arabe élucide les nouveaux fondements de la conception méditerranéenne de la Turquie.
- 13 Selon Ahmet Davutoğlu, le jeu politique international est aujourd'hui structuré autour de deux catégories d'États : les États dits « centraux » – ceux qui jouent un rôle primordial sur la scène internationale – et les États dits « périphériques » – ceux qui n'ont qu'une influence et un pouvoir limités. Or, Davutoğlu constate avec amertume que jusqu'aux années 2000, la Turquie n'a pu constituer qu'un État « périphérique » : il argue que, malgré la fin de la guerre froide et la chute des blocs, l'élite politique turque est restée cloîtrée dans une conception rigide et statique des relations internationales et n'a pas réussi à formuler une politique étrangère indépendante, active et multidimensionnelle permettant à la Turquie d'accéder au rang d'État « central »⁹.
- 14 À partir de ce constat, Davutoğlu propose une refonte globale de la politique étrangère turque afin de permettre à son pays de devenir une puissance sur la scène internationale. Concrètement, ce « Kissinger turc » préconise que la Turquie réalise tout son potentiel de « profondeur stratégique » en exploitant ses atouts majeurs, à savoir sa « profondeur historique » et sa « profondeur géographique ». La profondeur historique turque découle essentiellement du passé impérial et de l'héritage ottoman : née des ruines d'un empire multiethnique et multinational, la Turquie d'aujourd'hui devrait être en mesure de développer un *soft power* et une politique d'influence culturelle dans les territoires ayant jadis fait partie de l'Empire ottoman. Quant à la profondeur géographique du pays, elle réside dans la position exceptionnelle de la Turquie sur la ligne de Rimland, à l'intersection de plusieurs régions : il s'agit alors pour la Turquie de tirer profit de cette position stratégique unique pour exercer une politique étrangère active et multidimensionnelle dans les régions avoisinantes, et accéder ainsi au rang d'« État central » et de « puissance mondiale ».
- 15 Or, si la Turquie doit, selon ce stratège, se déployer dans toutes les régions avoisinantes, c'est surtout en Méditerranée orientale qu'il lui faudra concentrer ses efforts. L'espace méditerranéen est dès lors érigé en priorité pour la diplomatie turque. En effet, c'est en accroissant sa visibilité et son influence dans le bassin méditerranéen oriental (Afrique du Nord, Proche-Orient), que la Turquie pourrait se créer un « hinterland » qui servira comme tremplin pour son accession au rang de puissance régionale puis à terme mondiale. L'idée est simple : forte de son assise régionale en Méditerranée orientale, la Turquie pourrait jouer le rôle d'interface et d'interlocuteur

privilegié des États-Unis et de l'Europe sur les affaires de la région. Elle gagnera ainsi en importance stratégique, comme pendant la guerre froide.

- 16 Il s'agit donc d'une vision instrumentale et fonctionnelle de l'espace méditerranéen, ce dernier étant perçu comme un tremplin et un instrument nécessaire pour réintégrer la Turquie au cœur de l'échiquier international.
- 17 Ainsi, la « redécouverte » et la revalorisation par les Turcs de l'espace méditerranéen sous l'AKP provoquent un « retour » turc en « mer blanche ». À partir de 2005, mais plus encore à partir de 2009 – date de la nomination de Davutoğlu au poste de ministre, la Turquie s'engage en Méditerranée suivant des calculs d'intérêts complexes et en utilisant des moyens spécifiques, caractéristiques d'une puissance moyenne aspirant à jouer un rôle régional et mondial accru.

Le retour de la Turquie en Méditerranée : des moyens d'émergence spécifiques au service d'une puissance moyenne

- 18 Devenu conseiller du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, en 2002, puis promu au poste de ministre des affaires étrangères en mai 2009, Ahmet Davutoğlu se trouve en mesure de mettre en application sa théorie. Il fait alors partie des rares théoriciens des relations internationales qui, comme Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski, seront amenés à remplir des fonctions officielles et à mettre en pratique leur doctrine.
- 19 Afin de « reposséder », de se réapproprier, et de « reconquérir » la Méditerranée pour y créer un hinterland favorable à l'émergence régionale et internationale de la Turquie, Davutoğlu et son équipe – en étroite collaboration avec le Premier ministre, le Président, et l'AKP – ont recours à des stratégies spécifiques, propres à la puissance moyenne.
- 20 D'abord, la Turquie s'emploie à élaborer et à promouvoir un discours civilisationnel nouveau à connotation néo-tiersmondiste, ayant pour objectif de faire émerger la Turquie comme leader de la région. Ce discours, diffusé à travers une diplomatie publique active, est basé sur deux éléments clés : la remise en cause de l'ordre international et la promotion d'un nouvel ordre plus juste, plus légitime et plus équitable, et la dénonciation d'Israël ou *Israel bashing*. Ainsi, les leaders turcs ne ratent pas une occasion pour utiliser les tribunes internationales afin de souligner les défauts et défaillances de l'ordre international contemporain. Premièrement, il s'agit selon les dirigeants turcs d'un ordre illégitime et non démocratique sur le plan politique, les « anciennes » et « vieilles » puissances continuant de détenir seules un droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies, au détriment des puissances émergentes¹⁰. Deuxièmement, il s'agit d'un ordre inégalitaire et injuste sur le plan économique, une minorité bénéficiant d'un pouvoir d'achat et de ressources importantes alors que le reste de la planète continue de sombrer dans la pauvreté, la maladie et la malnutrition et est privé de son droit au développement. Dernièrement, il s'agit d'un ordre exclusiviste et peu représentatif sur le plan culturel car basé sur les valeurs occidentales et chrétiennes et excluant les cultures, les valeurs, et les traditions des sociétés « périphériques »¹¹.
- 21 Par ailleurs, ce discours civilisationnel repose sur le *Israel bashing*. Réalisant la place de la « cause palestinienne » dans l'inconscient collectif et l'imaginaire arabes, les

dirigeants turcs ont su capitaliser sur cette cause pour gagner « les cœurs et les esprits » de la « rue » arabe. Ainsi, grâce au « One Minute » de Davos en 2009 où le Premier ministre turc a critiqué Shimon Peres et a dénoncé les politiques israéliennes de « terrorisme d'État », et grâce à l'envoi de la flottille du Mavi Marmara pour rompre le siège de Gaza en 2010, la Turquie voulait apparaître comme une puissance bénigne (*benign hegemon*) et comme la voix des « opprimés » (*mazlumin*) de la planète¹².

- 22 Parallèlement à la promotion de ce nouveau discours civilisationnel, la Turquie tente de se réapproprier le bassin méditerranéen en y menant une politique d'ouverture semblable à l'Ostpolitik de Willy Brandt. C'est ce que Davutoğlu appelle la politique du « zéro problème avec les voisins ». Pour émerger comme puissance régionale, la Turquie solde ses disputes avec son voisinage : les ennemis d'hier deviennent les amis d'aujourd'hui. Se produit ainsi un réchauffement spectaculaire des relations avec la Syrie de Bachar el-Assad¹³, avec l'Égypte d'Hosni Moubarak, avec le Fatah et le Hamas en Palestine. Ce rapprochement avec les voisins se fait aussi grâce à la « diplomatie du chéquier » : en effet, la puissance économique turque se propose d'investir en Méditerranée orientale et conclut avec les États riverains de nombreux accords de libre-échange (notamment avec l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Égypte, le Liban, et la Syrie)¹⁴. Ces partenariats économiques sont censés créer en Méditerranée une zone comme la CECA (Communauté économique de charbon et d'acier) susceptible de souder la Turquie à son voisinage et d'établir un espace de paix et de prospérité dans le bassin méditerranéen. Erdoğan va jusqu'à proposer la mise en place d'un espace « Shamgen » – en écho à l'espace Schengen – caractérisé par la libre circulation des populations des rives sud et est de la Méditerranée (Shamgen venant étymologiquement du terme « Bilad al-Sham » indiquant la région du Machrek, du Levant).
- 23 Preuve que l'engagement turc en Méditerranée est calculé et intéressé, cette diplomatie économique active de la Turquie est très bénéfique pour le pays. Elle lui permet de s'ouvrir à de nouveaux marchés – notamment dans un contexte où les marchés européens sont saturés – et d'assurer ses besoins énergétiques.
- 24 Par ailleurs, afin d'émerger comme puissance régionale méditerranéenne, la Turquie fait appel à la diplomatie de séduction et au *soft power* (la puissance douce). Pour « conquérir » l'espace méditerranéen oriental et gagner les cœurs et les esprits, la Turquie propose des bourses d'études aux étudiants de la région grâce au programme *Türkiye Burslari* financé conjointement par les ministères de l'Éducation et des Affaires étrangères. En 2013, 1 148 étudiants originaires des rives sud et est de la Méditerranée ont pu bénéficier de ce programme et ont été admis dans des universités turques¹⁵. En parallèle, de nombreux centres culturels turcs sont inaugurés dans les capitales de la Méditerranée orientale : baptisés « Centres Yunus Emre » du nom de ce poète soufi du XIV^e siècle, ces centres offrent une formation linguistique en turc et proposent des activités culturelles ayant pour objectif d'introduire la culture, l'art et la littérature turcs en milieu arabe méditerranéen. Enfin, la puissance douce de la Turquie repose sur un outil spécifique et bien pensé : la diffusion dans la région de feuillets censés promouvoir une image positive et attractive du pays et produire du *branding* national en associant, dans l'esprit des téléspectateurs méditerranéens, la Turquie à une image de marque synonyme de modernité, de bien-être, et d'ouverture.
- 25 Enfin, pour émerger en Méditerranée orientale, la Turquie exhibe une véritable frénésie médiatrice¹⁶. Partout, elle cherche à régler des disputes afin de s'afficher comme puissance de paix. En particulier, l'année 2008 est riche d'initiatives de

médiation : les Turcs facilitent les pourparlers entre Israël et la Syrie, Ahmet Davutoğlu faisant la navette entre les deux pays ; ils interviennent aussi auprès des différentes factions irakiennes pour les aider à se réconcilier et à s'accorder sur la formation d'un gouvernement ; enfin, ils aident les différentes communautés libanaises à s'entendre sur l'élection du président Michel Suleiman. Cette stratégie de facilitateur et de médiateur promeut la Turquie au rang de puissance neutre et bienveillante, et de « parrain » ou grand frère des « petits » États de la Méditerranée orientale.

- 26 Toutefois, force est de constater qu'en dépit de sa frénésie médiatrice, la Turquie ne s'est pas effectivement engagée à résoudre le conflit majeur de la Méditerranée, à savoir le conflit israélo-palestinien, et à contribuer ainsi à établir l'unité ou l'union méditerranéenne. Cette réticence à trouver une solution juste, équitable et finale au conflit reviendrait à deux facteurs. D'une part, les dirigeants d'Ankara verraient qu'il est dans l'intérêt de leur pays que ce conflit persiste. En effet, tant que le conflit n'est pas résolu, la Turquie pourra l'instrumentaliser pour accroître son prestige régional : en dénonçant Israël et en se posant comme championne de la « cause palestinienne », la Turquie conquiert la « rue » arabe et gagne en puissance en Méditerranée. D'autre part, la réticence turque à résoudre ce conflit pourrait être expliquée par l'idéologie du parti au pouvoir : issue de la mouvance islamiste, l'AKP est fortement marqué par l'âge d'or du Califat et de l'Empire, moment où les sultans-califes rassemblaient la *Oumma*, la communauté des croyants. Dans leur imaginaire et inconscient collectifs, les cadres de l'AKP rêveraient de restituer cet âge d'or en construisant une fédération civilisationnelle autour de l'islam dont la Turquie constituerait l'épicentre. Or, il est évident que l'État juif n'aurait pas sa place dans une telle « communauté imaginée ».
- 27 En somme, le nouvel engagement turc en Méditerranée orientale est un engagement tactique, bien calculé, utilisant des moyens spécifiques, et destiné à maximiser les intérêts de la Turquie et à servir ses ambitions régionales et internationales. Cet engagement a été facilité par un nouvel équilibre politique et des changements structurels sur le plan intérieur turc dont : le déclin du pouvoir de l'armée dans la vie politique, la montée en puissance d'une nouvelle élite socio-économique composée de « tigres anatoliens » – ces nouveaux hommes d'affaires conservateurs sur le plan religieux et souhaitant développer leur *business* avec les voisins musulmans¹⁷ –, et enfin l'émergence d'acteurs nouveaux comme les ONG humanitaires islamistes (Sadakatasi et IHH) et les *think tanks* conservateurs qui participent d'un effort de légitimation de la « profondeur stratégique » et des nouvelles ambitions régionales de l'AKP. Ainsi, ce déploiement turc en Méditerranée est une entreprise complexe mobilisant une panoplie d'acteurs à la fois civils et politiques.

Un bilan de l'engagement turc en Méditerranée : de la profondeur stratégique à l'abîme stratégique ?

- 28 Avant le printemps arabe, et grâce à ses initiatives politiques, économiques et culturelles, la Turquie a réussi à se poser comme le parrain et le patron de la Méditerranée orientale. Un sondage effectué par l'université du Maryland sur un échantillon de 2 500 personnes des États des rives est et sud de la Méditerranée montre clairement la popularité de la Turquie dans cet espace¹⁸. Ainsi, 50 % des personnes interrogées estiment que la Turquie a « joué le rôle le plus constructif » dans leur

région et 75 % voient en son Premier ministre, aujourd'hui Président, Recep Tayyip Erdoğan, le leader le plus populaire¹⁹.

- 29 Une analyse approfondie des opinions arabo-méditerranéennes sur la Turquie dévoile que, dans l'imaginaire collectif des populations de la région, la Turquie est associée à deux images²⁰. D'une part, il s'agit d'un Occident par substitution, la Turquie de l'AKP étant un pays moderne, puissant et développé, mais néanmoins attaché à ses valeurs et traditions musulmanes et orientales. D'autre part, la Turquie renvoie à l'image du « Tiers inclus » : si elle représente l'Autre, le différent, le non-Arabe, elle ne manque néanmoins pas de « ressembler » à la Méditerranée orientale et d'en faire partie²¹. Quant aux élites politiques de la Méditerranée, elles considèrent que la Turquie à la fois attire et fait peur : en étant un partenaire crédible et fiable, elle charme et fait rêver ; mais en étant puissante, elle réveille les soupçons et suscite la méfiance.
- 30 Si avant les révolutions arabes la Turquie avait tous les atouts pour régner en maître sur les rives est et sud de la Méditerranée, le contexte de l'après révolutions a représenté un tournant majeur pour la présence turque dans le bassin méditerranéen, et a marqué un coup d'arrêt à l'émergence méditerranéenne de la Turquie. En effet, tout au long de la dernière décennie, la Turquie était une puissance de *statu quo*, se contentant de construire ses relations avec les régimes et pouvoirs en place. Or, en changeant la donne dans la région et en balayant les régimes avec qui Ankara avait forgé ses alliances, les révolutions arabes ont pris la Turquie au dépourvu, la contraignant à revoir ses calculs et à reformuler sa politique vis-à-vis de la Méditerranée orientale.
- 31 Face à la fièvre révolutionnaire gagnant la région, la Turquie a – dans une première phase – fait le choix du pragmatisme : elle a adopté une approche au cas par cas, calculant rationnellement les coûts et bénéfices de sa prise de position dans chaque pays, et agissant en fonction. Ainsi, bien que la Turquie et la Tunisie aient développé des relations chaleureuses, la révolution du Jasmin s'est déroulée trop vite pour permettre à Ankara de formuler une réponse adéquate. Le cas de l'Égypte était différent : Erdoğan et Moubarak ne s'étaient jamais liés d'amitié, le régime égyptien regardant avec méfiance et appréhension les ambitions « expansionnistes » de la Turquie dans une région considérée comme la « chasse gardée » de l'Égypte. De plus, l'Égypte ne représentait pas un marché important pour la Turquie puisqu'elle n'absorbait que 2 % des exportations turques. Ainsi, ayant peu à perdre d'un changement de régime en Égypte, Erdoğan n'a pas tardé à appeler Moubarak à démissionner et à bénir la révolution de Tahrir.
- 32 Quant à la révolution en Libye, elle mettait Ankara dans une situation complexe. La Turquie avait investi quelque 26 milliards de dollars dans le secteur du bâtiment libyen, et Erdoğan avait reçu en décembre 2010 le Prix international de Kadhafi. En plus, quelque 20 000 ressortissants turcs résidaient dans le pays. Ainsi, alors que le gouvernement AKP n'avait pas tardé à se retourner contre Moubarak, en Libye, il a tergiversé. D'abord fermement opposé à l'intervention militaire de l'OTAN contre le régime de Kadhafi, il a finalement dû céder sous la pression des manifestations anti-turques à Benghazi, acceptant alors de rejoindre l'opération *Unified Protector*.
- 33 Le soulèvement syrien en mars 2011 pose un problème d'une tout autre ampleur et constitue un véritable défi pour la diplomatie turque. Sur le plan politique, Erdoğan avait construit une relation amicale solide avec Bachar el-Assad. Sur le plan économique, les marchés syriens et turcs étaient très bien intégrés. Ainsi, étant donné

que les troubles en Syrie menaçaient les intérêts économiques et diplomatiques de la Turquie, Erdoğan a tenté à plusieurs reprises de convaincre el-Assad en privé d'introduire des réformes et de mettre fin à la répression. De mars à mai 2011, Davutoğlu et Erdoğan se sont rendus 61 fois à Damas pour négocier une solution avec el-Assad²². Toutefois, malgré les bonnes relations bilatérales entre la Syrie et la Turquie, et malgré la politique de « zéro problème », les appels d'Erdoğan sont restés sans écho, el-Assad refusant tout compromis.

- 34 Ainsi, à partir de la seconde moitié de 2011, et fort de la légitimité populaire acquise aux urnes lors des élections législatives du 12 juin, le parti AKP se sent libre de mener son offensive et adopte une politique beaucoup plus agressive à l'égard de Damas. En juin 2011, Erdoğan appelle pour la première fois le « Lion » syrien à démissionner, et exige qu'il soit jugé pour « crime de guerre »²³. En parallèle, plutôt que de se contenter d'accueillir les réfugiés syriens et de leur accorder une aide humanitaire, le gouvernement turc décide aussi d'offrir une aide logistique aux combattants de l'Armée syrienne libre : la Turquie renonce ainsi officiellement à sa politique de zéro problème avec le voisin syrien et prend part entière au conflit aux côtés de l'opposition. Dans leurs discours, les dirigeants turcs ne manquent pas de souligner les atrocités commises par le régime damascène et d'encourager les puissances occidentales, notamment les États-Unis, à intervenir militairement pour renverser le régime. Cet engagement prononcé auprès de l'opposition syrienne n'est pas sans avoir de retombées sécuritaires et politiques sur la Turquie. En mai 2013, l'attentat de Reyhanli, dans la province du Hatay frontalière de la Syrie, cause la mort de 46 personnes. Cet événement qui secoue l'opinion publique montre la vulnérabilité de la Turquie et crée une vague de contestation dans le pays, les Turcs dénonçant la politique étrangère de l'AKP les ayant plongés au cœur du bourbier syrien²⁴. L'idéologue Davutoğlu ne fait plus l'unanimité au poste qu'il occupe.
- 35 Par ailleurs, suite à l'élection de Mohammed Morsi en Égypte et à la victoire relative du parti des Frères musulmans en juin 2012, le gouvernement turc s'engage aux côtés de ce gouvernement égyptien islamiste. Lors de sa tournée des pays du printemps arabe qu'il commence en Égypte, Erdoğan met en œuvre sa diplomatie du portefeuille et annonce des investissements de taille pour relancer l'économie égyptienne et aider les Frères à relever les défis auxquels ils doivent faire face²⁵. Une lune de miel s'engage entre l'AKP et son homologue égyptien et les relations turco-égyptiennes semblent au zénith. Or, la déposition de Morsi en juillet 2013 non seulement sonne le glas de cette symbiose, mais contrarie et froisse le gouvernement AKP. En effet, cet événement rappelle les douloureux souvenirs des coups d'État militaires menés en Turquie contre les partis issus de la mouvance islamo-conservatrice. De surcroît, il prive la Turquie d'un allié de poids, le parti de Morsi s'étant affiché comme ami, frère voire « vassal » du régime AKP. Quand Ankara, à partir de juillet 2013, dénonce la déposition de Morsi comme un « coup d'État » et soutient fermement le mouvement de *Rabi'a* en faveur des Frères musulmans, la Turquie commence à être perçue en Méditerranée orientale comme une puissance islamiste et sectaire, agissant essentiellement en fonction de l'identité islamiste sunnite de son parti au pouvoir – et ceci d'autant plus que l'engagement turc auprès de l'opposition syrienne se fait contre un régime alaouite/chiite.
- 36 Ainsi, les reconfigurations régionales en Méditerranée post-printemps arabe ont menacé les intérêts de la Turquie et bridé son influence et sa puissance. D'une part,

Ankara semble plus que jamais isolée sur la scène régionale : étant arrivée à un point de non-retour dans son ton agressif contre la Syrie, et ayant été contrainte de rompre ses relations diplomatiques avec l'Égypte du général Al Sissi, la Turquie est aujourd'hui une puissance solitaire. Son « zéro problème avec les voisins » méditerranéens s'est transformé en un « zéro voisin sans problème ».

- 37 De surcroît, la politique syrienne de l'AKP couplée au soutien aux partis islamistes sunnites de Rached Ghannouchi en Tunisie, d'Abdelilah Benkirane au Maroc et de Mohammed Morsi en Égypte a donné l'impression que la Turquie – hier encore puissance neutre et moderne – est devenue une puissance sectaire, brandissant le drapeau du sunnisme. Cette Turquie a suscité la méfiance d'une grande partie de l'opinion publique arabe méditerranéenne, notamment de la frange laïque et des chrétiens d'Orient (maronites en Syrie et au Liban, coptes en Égypte). Perdant de son prestige et de sa popularité, elle s'est retrouvée avec une marge de manœuvre plus réduite dans la région et une capacité d'action politique et diplomatique limitée.
- 38 Enfin, si les révolutions arabes avaient déclenché un torrent de spéculations sur l'exportabilité et l'applicabilité d'un « modèle turc » en Méditerranée, les récents événements en Turquie ont eu pour externalité négative de nuire à l'image de ce « modèle ». En effet, la contestation de Gezi Parki à Taksim a constitué un mouvement de fronde générale contre l'omniprésence et l'omniscience de Recep Tayyip Erdoğan et son style de gouvernance exclusiviste et autoritaire²⁶. Elle a, par là même, dessiné des parallèles entre l'AKP et les régimes arabes déchus et rappelé les dérives autocratiques et les tendances hégémoniques du parti turc au pouvoir. Gezi a ainsi sonné le glas du « modèle turc » aussi bien pour les courants libéraux en Méditerranée que pour certaines franges conservatrices arabes désormais désillusionnées par ledit « modèle »²⁷.
- 39 En conclusion, après des années d'ignorance, de mépris et de rejet de l'espace méditerranéen, la Turquie de l'AKP a semblé retourner en grande fanfare en Méditerranée en utilisant des moyens spécifiques lui permettant d'exercer un leadership en *Akdeniz*. Or, les révolutions arabes ont très vite souligné les vulnérabilités et les limites de la présence turque en Méditerranée. Les politiques mal informées et mal calculées de l'AKP vis-à-vis des différents printemps semblent confirmer que « vers l'Orient compliqué, la Turquie s'est envolée avec des idées simples »²⁸. Aujourd'hui, avec les déconvenues subies en Méditerranée orientale, il est difficile de déterminer avec certitude si la méditerranéisation de la Turquie se poursuivra ou si – déçu encore une fois par ses défaites méditerranéennes – le pays décidera de se replier sur son espace continental, revenant ainsi à la case départ. Cette question se pose avec d'autant plus de pertinence qu'à l'approche des élections en Turquie en mars et juin 2014, un nuage sombre semble peser sur l'avenir politique de l'AKP, le parti qui est à l'origine de l'offensive turque en direction de la Méditerranée.

NOTES

1. Entretien au ministère turc des Affaires étrangères, sous couvert d'anonymat, Ankara, février 2013.
2. Emel Parlar Dal, « Le paradoxe méditerranéen de la Turquie », *Journal of Studies on European Integration and Federalism*, n° 356, été 2010, p. 87-108.
3. Dorothee Schmidt, « La Turquie et l'Union pour la Méditerranée : un partenariat calculé », *Politique étrangère*, n° 1, printemps 2008, p. 65-76.
4. Orhan Koloğlu, « The "Mediterraneite" of the Turks », *Turkish Review of Middle East Studies*, n° 13, 2002, p. 187-211.
5. Emel Parlar Dal, « Le paradoxe méditerranéen... », art. cit.
6. Entretiens à Ankara au ministère des Affaires étrangères et à la présidence, février 2013.
7. Dorothee Schmidt, « La Turquie et l'Union pour la Méditerranée », art. cit., p. 71.
8. Ahmet Davutoğlu, *Stratejik derinlik : Türkiye'nin uluslararası konumu*, Istanbul, Küre Yayınları, 2001.
9. Pour une étude approfondie de la pensée de Davutoğlu voir Gérard Groc, « La doctrine Davutoğlu : une projection diplomatique de la Turquie sur son environnement », *Confluences Méditerranée*, vol. 4, n° 83, 2012, p. 71-85 ; et Jana Jabbour, « Le monde selon Ankara », *Telos*, 27 novembre 2011, <http://www.telos-eu.com/fr/globalisation/politique-internationale/le-monde-selon-ankara.html>.
10. Conférence d'Ahmet Davutoğlu à la London School of Economics, mars 2013. Voir aussi à ce sujet Ahmet Davutoğlu, « The Clash of Interests : An Explanation of the World (Dis)Order », *Perceptions Journal of International Affairs*, vol. 2, n° 4, 1997, <http://sam.gov.tr/the-clash-of-interests-an-explanation-of-the-world-disorder/>.
11. *Ibid.*
12. Voir à ce sujet Sinan Ülgen, « A Place in the Sun or Fifteen Minutes of Fame ? Understanding Turkey's New Foreign Policy », *Carnegie Papers*, n° 1, 2010, http://carnegieendowment.org/files/turkey_new_foreign_policy.pdf.
13. Voir Christopher Phillips, « Turkey and Syria », *LSE Ideas Special Report*, mai 2011, p. 34-30.
14. Voir Kemal Kırsci, « The transformation of Turkish foreign policy : the rise of the trading state », *New Perspectives on Turkey*, n° 40, 2009, p. 29-57.
15. Statistiques de l'agence Overseas Studies qui prend en charge le logement des jeunes boursiers en Turquie, entretien avec le directeur de Overseas Studies, Beyrouth, novembre 2013.
16. Jean Marcou, « La nouvelle politique étrangère de la Turquie », *Les clés du Moyen-Orient*, 30 novembre 2011, <http://www.lesclesdumoyenorient.com/La-nouvelle-politique-etrangere-de.html>.
17. Voir à ce sujet Dilek Yankaya, *La nouvelle bourgeoisie islamique : le modèle turc*, Paris, PUF, 2013.
18. Voir University of Maryland, « Annual Arab Public Opinion Survey 2011 », 21 novembre 2011, http://www.brookings.edu/~media/research/files/reports/2011/11/21_arab_public_opinion_telhami/1121_arab_public_opinion.pdf.
19. Voir l'explication détaillée des résultats de ce sondage dans Jana Jabbour, « Les révolutions arabes vues par les Arabes », *Telos*, 27 novembre 2011, <http://www.telos-eu.com/fr/vie-politique/les-revolutions-arabes-vues-par-les-arabes.html>.
20. Entretiens en Égypte et au Liban avec des journalistes, des hommes d'affaires et des étudiants suivant une formation linguistique en turc, novembre 2011 - décembre 2013.
21. Observations sur le terrain en Égypte, au Liban, en Syrie, en Tunisie et au Maroc entre novembre 2011 et décembre 2013.
22. Entretien avec un diplomate au sein de la présidence de la République, Ankara, janvier 2014.

23. « Erdoğan : We won't be silent about Assad's war crimes », <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4348711,00.html>.
24. Jean Marcou, « L'attentat de Reyhanli, début d'un engrenage syrien pour la Turquie ? », *Observatoire de la vie politique turque (OVIPO)*, 15 mai 2013, <http://ovipot.hypotheses.org/8843>.
25. Jean Marcou, « Les enjeux de la tournée des printemps arabes de Recep Tayyip Erdoğan », *OVIPO*, 12 septembre 2011, <http://ovipot.hypotheses.org/6592>.
26. Nilufer Gule, « Gezi : anatomy of public square movement », *Today's Zaman*, 7 juin 2013, <http://www.todayzaman.com/news-317643-gezi-anatomy-of-public-square-movement-by-nilufer-gole-.html>.
27. Observations et entretiens sur le terrain.
28. Phrase attribuée à Charles de Gaulle : « Vers l'Orient compliqué, je m'envolais avec des idées simples » et citée dans Antoine Sfeir, *L'Orient compliqué*, Paris, Grasset, 2006, p. 1.

RÉSUMÉS

L'image de la Méditerranée n'a jamais été stable dans l'imaginaire turc. Étant successivement perçue comme un espace d'expansion, de défaite, de confrontation, de stagnation économique et d'arriération civilisationnelle/culturelle, la Méditerranée a souvent suscité un réflexe d'évitement si ce n'est de rejet dans l'inconscient turc. Toutefois, en 2002, l'accession au pouvoir d'une nouvelle élite politique représentée par l'AKP change la donne : d'un espace à éviter, la Méditerranée devient un espace utile et fonctionnel à investir. Dans l'esprit des stratèges de l'AKP, la Méditerranée a en effet une fonction instrumentale : elle doit servir d'« hinterland » et de tremplin nécessaire à l'accession de la Turquie au rang de puissance régionale puis à terme mondiale. Cette « redécouverte » et cette revalorisation par les Turcs de l'espace méditerranéen sous l'AKP provoquent un « retour » turc en « mer blanche », la Turquie s'y engageant suivant des calculs d'intérêts complexes et en utilisant des moyens et stratégies spécifiques, caractéristiques d'une puissance moyenne. Or, les révolutions arabes qui ont secoué la Méditerranée orientale ont porté un coup d'arrêt à l'émergence régionale d'Ankara, provoquant peut-être dans un avenir proche un recul et une dé-méditerranéisation de la Turquie.

The image of the Mediterranean has never been stable in the Turkish imaginary. Successively perceived as a space of expansion, defeat, confrontation, economic stagnation, and cultural backwardness, the Mediterranean has often produced a reflex of avoidance if not rejection in the Turkish subconscious. However, in 2002, the accession to power of a new political elite represented by the AKP has changed that vision: rather than being a space to be avoided, the Mediterranean is seen as a useful and functional space to be exploited. In the minds of the AKP strategists, the Mediterranean has an instrumental function: it must serve as a “hinterland” necessary for the emergence of Turkey as a regional and global power. This “rediscovery” and revaluation by the Turks of the Mediterranean under the AKP has led to Turkey's comeback to its “White Sea”. Turkey indeed has re-engaged with the Mediterranean on the basis of complex calculations and through specific strategies typical of middle powers. However, the Arab revolutions that shook the Eastern Mediterranean have dealt a blow to the regional emergence of Ankara, perhaps causing in the near future a stepping back and a de-Mediterraneanization of Turkey.

INDEX

Keywords : Eastern Mediterranean, rising power, strategic depth, zero problem policy, Arab Spring, Justice and Development Party-AKP

Mots-clés : Méditerranée orientale, puissance émergente, profondeur stratégique, politique de zéro problème, printemps arabe, parti de la Justice et du Développement - AKP

AUTEUR

JANA JABBOUR

Jana Jabbour est doctorante en relations internationales à Sciences Po Paris et au CERI, où elle rédige une thèse sur l'émergence régionale de la Turquie au Moyen-Orient. Elle enseigne les relations internationales à Sciences Po Menton et à l'université Notre-Dame au Liban. Parmi ses publications : « Dix ans de politique étrangère turque au Moyen-Orient : de l'idéalisme doctrinaire au pragmatisme contraint », dans Pierre Berthelot (dir.), *Théorie et pratique des relations internationales au Moyen-Orient*, Paris, Éditions du Cygne, 2013 ; « La politique étrangère de l'AKP en direction du Moyen-Orient : changements dans la continuité ou rupture avec les pratiques passées ? », *Bilgi University Journal*, numéro spécial, janvier 2012 ; « Le monde selon Ankara », *Telos*, novembre 2011. jana.jabbour88@gmail.com